

Il est rare de voir un esprit aussi distingué que celui du premier ministre se torturer à un tel point, non pas pour élucider ou préciser la réalité, mais pour l'obnubiler. Il est rare de voir une éloquence aussi objective servir à dissimuler la crudité de la vérité toute nue. Un esprit jadis dédié à l'analyse dans *Cité Libre* a succombé aux attraits de bricoles innocentes du genre Walt Disney. Peut-être sont-ce là les fruits du pouvoir.

Quelle est cette réalité que l'on tait? Au-delà des déclarations du premier ministre et du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), selon lesquels le Canada a une politique économique, une stratégie expansionniste qui créeront le plein emploi, il y a la désagréable constatation que la seule initiative économique du gouvernement actuel que l'on pourrait le moins qualifier de politique ou de programme a été la promesse faite par le gouvernement Trudeau de stabiliser les prix. Cette politique adoptée en 1968, au tout début du mandat du premier ministre, a été poursuivie sans relâche jusqu'à ce jour. De fait, vendredi dernier le premier ministre lui-même nous a encore rappelé avec beaucoup de fierté que nos prix par rapport à ceux d'autres pays étaient remarquablement stables. Nos réalisations dans ce domaine, a-t-il dit—et l'ancien ministre des Finances ne finissait plus de nous le répéter—constituaient une des merveilles du monde.

Mais il est une question que l'on ne pose jamais carrément, et à laquelle, bien sûr, ces gens incompetents et insouciants qui nous gouvernent ne répondent jamais. Et cette question est la suivante: qui bénéficie de la stabilité des prix? Voilà la question, monsieur l'Orateur. Qui sont les véritables bénéficiaires de cette politique? En fait, si l'on excepte les gens touchant une pension, et qui pourraient être protégés par l'insertion, dans tous les régimes de pension, d'un article prévoyant l'application d'une échelle mobile obligatoire—dans certains cas au niveau provincial et dans d'autres au niveau fédéral—et si l'on excepte les travailleurs non organisés, dont la défense pourrait être assurée par un plus grand et non par un plus petit nombre de syndicats, les investisseurs sont les seules personnes qui souhaitent une stabilité absolue des prix, et ce au Canada aussi bien que partout ailleurs. Voilà la classe économique qui profite de la stabilité des prix. Ces gens-là veulent que les primes qui leur reviennent aient la même valeur en dollars au moment où ils passent à la caisse qu'au moment où ils ont investi leur argent. C'est cela, monsieur l'Orateur, qui explique la préoccupation manifestée en ce qui concerne la stabilité des prix par ce gouvernement et par les gouvernements conservateurs qui l'ont précédé.

M. Osler: Qu'en est-il des cultivateurs? Les députés de votre parti ne cessent de parler de la montée des prix.

M. Broadbent: Je voudrais terminer mon intervention, après quoi je me ferai un plaisir de répondre aux sornettes prétentieuses qu'on me débite en face.

Quoi qu'il en soit, comme tous les gouvernements de l'Europe occidentale le savent, et ce dont ils tiennent compte, une économie axée sur la stabilité des prix est aussi axée inévitablement sur un taux de chômage important. Il s'ensuit une réduction du taux de croissance, une augmentation des charges sociales et, par-dessus tout, une grande misère humaine pour les hommes, les femmes et les familles qu'on escamote derrière les statistiques du chômage.

Dans les discours de chambre de commerce qu'il prononce d'un ton sec depuis quelques semaines, et qui s'appuient sur une information insuffisante, le premier minis-

[M. Broadbent.]

tre est toujours prêt à faire état de ce qu'il considère comme les taux d'inflation dangereux de pays comme la Suède, l'Allemagne de l'Ouest, la Norvège et le Japon. Je vous rappelle, monsieur l'Orateur, que les trois premiers sont gouvernés par des partis socio-démocratiques, semblables au NPD. Le premier ministre néglige de souligner en même temps les statistiques et les faits pertinents relatifs à ces pays sur le plan humain. Il ne nous dit pas, par exemple, que tous ces pays connaissent presque le plein emploi à l'heure actuelle; qu'alors que le Canada a un taux de chômage de près de 7 p. 100, l'Allemagne de l'Ouest en a un de 0.5 p. 100, sans parler des deux millions d'étrangers qui travaillent sur son territoire.

M. Osler: Quel est le taux de croissance de leur population active?

M. Broadbent: Merci, j'y arrive dans un moment. La Suède a un taux de chômage de 2.7 p. 100 et les Suédois parlent maintenant d'une récession! J'attire l'attention du premier ministre sur la Norvège qui a un taux de chômage de 1.4 p. 100. Nous n'avons pas de chiffres pour le Japon présentement.

Permettez-moi maintenant de corriger la fausse impression que le premier ministre a tenté de glisser vendredi dernier. Le député qui avait soulevé la question bat maintenant en retraite, au moment où je désire parler de la question qu'il avait soulevée.

M. Gilbert: Il est sorti détacher ses coupons.

M. Broadbent: Le premier ministre a mentionné avec raison que le nombre des nouveaux emplois dans l'économie canadienne dépassait ceux de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suède, de la Belgique, de la France et de l'Italie. Je tiens à vous faire remarquer, entre parenthèses, que la période de comparaison est le dernier trimestre de 1971. Cependant, le premier ministre a laissé une impression tout à fait fautive en utilisant les données statistiques de façon cavalière et trompeuse. Il a omis de mentionner que ces mêmes pays—à l'exception de l'Italie qui ne dispose pas de données à cet égard—avaient 1,502,000 chômeurs tout en ayant, et il importe de signaler ce fait, 1,163,000 emplois vacants. Cela signifie que pour chaque emploi disponible dans les pays dont parlait le premier ministre, il y avait 1.3 personne en quête d'emploi. En d'autres termes, pour chaque emploi disponible, il y avait environ un chômeur. Au Canada, pour la même période, il y avait environ 11 femmes ou hommes en quête d'emploi pour un seul emploi disponible. Oublions tout ce qu'a dit le premier ministre au sujet de la grande expansion dans le domaine de l'emploi et la création de nouveaux emplois; ce qui importe vraiment, c'est de savoir combien d'emplois sont disponibles par rapport au nombre de chômeurs et, pour la période mentionnée par le premier ministre, le fait est que pour chaque emploi disponible au Canada, il y avait 11 personnes en quête d'emploi.

Si le premier ministre avait mentionné ce fait, il aurait donné une image honnête de la situation du pays. Si le premier ministre et son gouvernement sont incapables de résoudre le problème du chômage, qu'il admette au moins son incompetence au lieu de déformer la vérité avec des statistiques trompeuses.

Le premier ministre a également omis de signaler que le chiffre moyen de chômage de plus de 6 p. 100 en 1971 cache une réalité encore plus vaste et plus déprimante. Le nombre des chômeurs au Canada en 1971, compte tenu des diverses époques de l'année, a atteint, paraît-il, plus de deux millions, et si l'on tient compte de leurs familles,